

TENDANCES RÉCENTES et NOUVELLES DROGUES

Décembre 2015

Auteur :
Etienne Zurbach
(AMPTA/TREND)

Les phénomènes marquants en 2014

Précarité des situations sociales, tensions dans l'espace public

Dans l'espace urbain, les observations mettent en évidence les difficultés que rencontrent les usagers de drogues au travers notamment de :

- l'inflation des demandes sociales, qui envahit le quotidien des professionnels des Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD), dans un contexte de grandes difficultés en matière d'accès aux droits sociaux et aux soins ;
- la dégradation du « vivre ensemble » entre riverains et certaines structures de première ligne, et entre usagers précaires et polices urbaines.

Par ailleurs, à proximité de cités périphériques, des petites scènes de consommation de cocaïne par voie injectable se sont développées dans des environnements très dégradés, et sont sources de tensions entre réseaux de cités, habitants et usagers.

Des évolutions dans le paysage festif marseillais

L'espace festif a connu une forte évolution, depuis l'année 2013 avec la nomination de Marseille Provence comme capitale européenne de la culture : la scène de la nuit

marseillaise s'est étoffée, améliorée en qualité et en notoriété. Cela ne s'effectue pas sans heurts pour les scènes alternatives, certaines ayant disparu. Ce mouvement profite essentiellement à la sphère commerciale. S'agissant des scènes alternatives dédiées à la musique techno, la concertation que doivent engager les pouvoirs publics est toujours aussi peu conduite, aussi bien avec les organisateurs et les *sound systems*, qu'avec les associations de réduction des risques.

Visibilité accrue par les dispositifs de jeunes usagers proches du mouvement techno

Concernant les profils d'usagers, les professionnels décrivent lors du travail de rue à Marseille ou dans des villes à proximité la présence, plus marquée que ces dernières années, de personnes se considérant comme culturellement proches des teufeurs et squatteurs, mais sans être intégrées à ce milieu. Sous ce profil, ils observent la venue sur Marseille de jeunes filles ou garçons, souvent mineurs et nomades, recourant aux opiacés comme produits principaux (MSO, Skénan, autres morphiniques). D'autres signalent la présence dans des parcs publics du département de jeunes adultes, consommateurs de tous produits selon les oppor-



tunités, parfois en situation de précarité ou en voie de désaffiliation sociale (abandon des études, de l'apprentissage, mise à distance de la sphère familiale). À noter également, le retour de l'usage des produits à inhaler (colles, solvants), chez des jeunes vivant dans les cités populaires ou étrangers isolés.

Des usages de la voie injectable toujours fréquents et problématiques

La question des pratiques reste dominée par les difficultés en matière d'application des recommandations de réduction des risques en matière d'injection. Les contextes de préparation restent en effet très dégradés, le matériel, même le plus adapté n'est pas toujours accepté, ce qui entraîne souvent une absence de filtration, et la réutilisation ou le partage de matériel.

Une revente de cocaïne qui se développe en cités, aux côtés de celle du cannabis

Les actions de répression du trafic illicite de stupéfiants développées par les services de police sous le vocable d'« approche globale » ont eu des résultats probants. Ces services restent focalisés sur la résorption d'un trafic de cannabis, implanté dans une quarantaine de cités marseillaises et également dans tout le département, et dont l'organisation est devenue très sophistiquée. Les opérations de police avaient entraîné l'an dernier une hausse de 30 % des infractions à la législation (ILS) pour usage de cannabis et le niveau atteint a été

maintenu en 2014. Le trafic de cocaïne est, depuis deux ans, de plus en plus fortement relié aux espaces de revente du cannabis, voire dépend des mêmes réseaux criminels, comme cela transparait dans les affaires de stupéfiants traitées au niveau judiciaire. La cocaïne disponible dans les cités connaît une notoriété régionale croissante. Ainsi les ramifications des réseaux peuvent s'étendre à l'échelle régionale et favorisent l'accès de ce produit à tous les milieux socioéconomiques. À l'image de ce qui se passe sur d'autres sites (Paris, Metz), les trafics se diversifient avec notamment le développement des ventes téléphoniques avec livraison à domicile.

Une économie « alternative » basée sur des micros réseaux de producteurs et usagers

Peu de saisies ou d'affaires concernent par contre des produits autres que le cannabis et la cocaïne. Si des saisies d'héroïne assez importantes par rapport aux années précédentes ont été réalisées, il semble que le produit n'était pas destiné au marché local. La diffusion des produits festifs (MDMA, amphétamines) ou plus rares (Kétamine) est plus organisée à partir de réseaux relativement fermés regroupant usagers, revendeurs, voire producteurs. C'est le cas également pour l'herbe de cannabis. À noter, une observation nouvellement rapportée à TREND de l'utilisation de flacons doseurs, appelés « grenades » par les usagers, qui permettent de manière assez discrète de stocker les produits stimulants et de mieux apprécier les quantités sniffées.

Focus sur l'usage-revente en espace festif alternatif urbain

L'usage-revente recouvre en général la pratique d'un individu ou d'un petit groupe recourant à des transactions permettant de réduire les coûts d'achat, de réaliser une marge financière et/ou de consommer gratuitement. Cette activité, lorsqu'elle se déroule en espace alternatif urbain, incombe souvent à des personnes ayant un intérêt personnel dans l'organisation et la réussite d'un événement festif. Souvent, ces personnes, plutôt charismatiques, disposent d'un réseau social et amical important. Le maintien de la position de l'usager-revendeur vis-à-vis du groupe et du lieu est lié à sa capacité à anticiper les besoins et fournir en produit à des prix et qualités convenues tacitement. Celui-ci assume ses risques en se mettant devant son groupe en première ligne par rapport à la justice. Des difficultés peuvent apparaître lorsque le groupe n'est pas cohérent ou si l'accord initial est mal négocié. Il est peu fréquent, lors d'une fête alternative en squat, que la revente sur place soit assurée par des personnes venues par opportunité car, dans ce cas, la proposition est mal acceptée, du fait de son caractère concurrentiel par rapport aux personnes en place et de l'ajout de risques non anticipés à celui déjà constitué par l'utilisation illégale de ce lieu.

1. L'espace alternatif urbain est « habité » par les usagers des bars musicaux, fêtes en appartements, en squats, dans la rue, participant à la mouvance techno, amateurs des cultures et musiques urbaines ...

Les lignes de force toujours en vigueur

Le cannabis, un taux de THC en augmentation

La pratique des plantations domestiques est de plus en plus développée et s'accompagne de revendications politiques, très présentes sur les réseaux sociaux, qui

tournent autour des questions de dépénalisation, légalisation, ou d'accès au cannabis médical. Cette herbe produite localement à partir de variétés hybrides est de plus en plus riche en principe actif. Parallèlement, la résine et d'herbe vendues dans les cités, gagnent

également en teneur en THC. La profusion de produits de teneur plus élevée pourrait expliquer la croissance des demandes de prises en charge par des structures d'addictologie pour des bad trips, ou des sevrages en milieu hospitalier.

La cocaïne et la MDMA, produits encore très recherchés

L'usage de cocaïne continue de se développer, tant en termes de nombre d'usagers que de catégories sociales concernées. Des professionnels de santé des Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lors des entretiens d'inclusion signalent une hausse de la fréquence des consommations, avec pour certains un passage de 2 à 3 usages par semaine à plusieurs grammes par jour. Le produit disponible est soit très fortement dosé, soit de qualité médiocre.

La MDMA reste le produit phare de la scène festive commerciale, mais le retour de la forme ecstasy que l'on observe en France et dans plusieurs pays européens, n'est pas encore à l'ordre du jour dans la région, en particulier dans l'espace alternatif. Des malaises d'usagers liés à des surdosages sont néanmoins fréquemment rapportés par des associations de réduction des risques, lors de leur présence dans des grands festivals extra régionaux.

La DMT et les formes 2C-x en croissance

Si le LSD reste très présent, la DMT et les formes 2-Cx sont de plus en plus prisées et expérimentées en milieu festif alternatif ou lors de fêtes en appartement. La Kétamine, quant à elle, connaît une demande toujours supérieure à l'offre, surtout quand elle est liquide ou fraîche, du fait d'une diffusion des pratiques de préparation, observée sur la scène techno alternative urbaine.

Des NPS encore peu présents dans les scènes festives et urbaines

Si leur présence en milieu festif alternatif et en appartements, nourrie par une appétence croissante, est en hausse (avec la DMT, les 2 -Cx), les NPS sont encore

considérés avec beaucoup de méfiance par les usagers habitués à des produits « traditionnels ». Celle-ci est renforcée par des « arnaques » où des produits « vendus comme » amphétamine, cocaïne, s'avèrent être des NPS. Un phénomène dont témoignent des usagers, suite aux effets ressentis, inattendus, et dont les analyses de collectes effectuées par Médecins du Monde ou par SINTES attestent. Ces substances sont souvent proposées par des personnes qui se sont fournies sur Internet, voire qui s'improvisent comme vendeurs, ainsi que cela a pu s'observer dans des espaces à publics restreints dans lesquels « tout le monde se connaît ». En outre, la présence importante de résidus de 4-MEC dans les seringues usagées retrouvées dans les distributeurs échangeurs du centre ville marseillais, pose la question d'un public injecteur, consommateur de cathinones, non connu par les lieux d'accueil des usagers de drogues.

Des opiacés toujours très présents

L'héroïne reste toujours présente et diffusée au sein de réseaux confidentiels. Son accès passe souvent par des plans éphémères (réseaux d'usager-revendeurs) évoluant dans des villes de la périphérie marseillaise. Le Subutex demeure, malgré les problèmes de santé posés par son usage détourné, le produit phare de la rue marseillaise. Sa disponibilité est toutefois en baisse pour les usagers de la rue du fait des réticences des professionnels de santé libéraux à le prescrire ou le délivrer. Le Skénan est également recherché, ainsi que la méthadone, d'autant plus que la forme gélule est devenue plus accessible, et que son usage par voie nasale se développe.

La consommation des médicaments opiacés préoccupe les médecins addictologues, qui signalent l'accroissement des dépendances nosocomiales aux morphiniques, comme avec le Tramadol, la Lamaline, le Fentanyl, entre autres, chez des patients traités pour la douleur, ou chez des usagers de drogues.

Focus sur d'autres points

L'usage de médicaments psychotropes domine encore

Les médicaments non opiacés restent très présents dans l'espace urbain marseillais, en particulier ceux de la famille des benzodiazépines. Les conséquences de l'arrêt de la commercialisation du Rohypnol ou de restriction d'accès de certains produits (Rivotril) ont mis au premier plan le Séresta, le Valium, ou d'autres préparations. Ces produits sont recherchés pour leurs propriétés intrinsèques (anxiolytique, somnifère, anti-dépresseur) ou pour des effets paradoxaux obtenus

lors de surdosages (levées de inhibitions, agressions...). La Ritaline garde en 2014 une place de premier rang, comme le montrent les analyses des résidus de seringues à Marseille ; elle rencontre de nouveaux usagers, du fait de ses effets amphétaminiques et des possibilités de troc avec la cocaïne (effets proches, mêmes publics en situation précaire, voir encadré). L'Artane, qui avait quasiment disparu de l'espace urbain en 2012, est réapparu fin 2013 et s'est maintenu épisodiquement tout au long de l'année 2014, mais l'usage reste très limité à des groupes d'habitueés, issus de la grande précarité.

Cocaïne et méthylphénidate : des motifs de tensions exacerbés entre usagers

L'usage alterné des deux produits se développe ; il s'explique par la proximité de leurs effets stimulants. Le troc entre cocaïne / Ritaline s'exacerbe également : certains privilégient la Ritaline mais rencontrent des difficultés pour s'en procurer ; d'autres ont à disposition des prescriptions de ce produit et pas de moyens financiers pour obtenir la cocaïne qu'ils préfèrent, voire ont abandonné l'usage de Ritaline au vu des conséquences dommageables pour leur santé. L'échange se déroule à proximité des CAARUD ; il génère souvent des tensions liées à des appréciations, très difficiles à conclure par les usagers, sur la possibilité d'un échange équitable entre ces deux produits, difficulté renforcée par le syndrome paranoïaque propre à l'usage de stimulants. Il se déroule également sur les sites de consommation de cocaïne, à proximité des lieux d'achat de ce produit dans les cités des quartiers nord : des personnes disposant de Ritaline viennent à la rencontre des usagers ayant acheté de la cocaïne, soit pour vendre, soit pour échanger leur produit. La pratique de l'échange et ou de la revente entre usagers, sous cette modalité et dans cet espace est un fait nouvellement signalé en 2014.

Le prix des substances illicites ou détournées à Marseille en 2014

Principaux produits	Tendances	Prix relevés en g
Résine	→ résine dite « commerciale » ↑ résine dite « spéciale » présentée comme mieux dosée et forme olive	En cités : 20 € le « barreau » de 5g - olive : 10 à 15 €
Herbe	→	De 10 à 12 € le g
Héroïne Blanche	→	120 à 200 € ; 0.1 à 20 € - 40 € ¼ g
Héroïne Brune	→	50 €
Opium	→	20 à 30 € g (la boulette) ; 45 € g
Skénan	→	10 € le cp de 100 ou 200 mg
Cocaïne	→ prix dans le marché des cités ↑	60 € en moyenne jusqu'à 5g - pochons à 20 € (0.2g) 100 € tendance qui se généralise progressivement sur la vente
MDMA poudre	→	60 €
MDMA comprimés	↑	15 € le comprimé
Amphétamine	↑	20 € dans la rue, 25 € les 5g lors d'achat sur Internet

Le dispositif TREND national et local

L'enquête TREND de l'OFDT, assure une veille sur les phénomènes émergents et l'évolution des publics, des pratiques et contextes de consommation des drogues illicites. Des coordinations locales (Bordeaux, Marseille, Metz, Lille, Paris, Rennes, Toulouse) collectent des données d'observations ethnographiques dans les espaces urbains (rue, squats, cités...) et festifs (en milieu commercial et alternatif), auprès des CAARUD, auprès des groupes focaux constitués de professionnels du sanitaire et de l'application de la loi, et par des investigations spécifiques.

La coordination de l'enquête marseillaise est confiée à l'AMPTA, Association méditerranéenne de prévention et de traitement des addictions. Elle a reçu en 2014 l'appui du GRVS pour l'ethnographie, et, pour les données qualitatives et quantitatives, du CEIP Addictovigilance PACA-Corse, des CAARUD et CSAPA départementaux, d'associations de réduction des risques, de la Ville de Marseille et de la Mission Interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives. Le document complet est téléchargeable sur le site www.dadd-paca.org

Directeur de la publication : François Beck

Coordination rédactionnelle : Michel Gandilhon et Julie-Emilie Adès

Pôle TREND-OFDT : Agnès Cadet-Taïrou, Michel Gandilhon, Magali Martinez, Thomas Néfau

Remerciements : Emmanuelle Hoareau, chargée de l'observation ethnographique, Anne-Marie, Nicolas, Matteo et Lucie pour la qualité des notes d'observation en soirées privées, en espace commercial, en festivals et free-parties, Béatrice Bessou et Anne-Gaëlle Perrais du DADD PACA, pour la collecte d'informations, de documents et d'articles de presse, aux collecteurs du dispositif SINTES et aux usagers rencontrés dans le cadre de cette enquête.

Conception graphique et réalisation : Frédérique Million (OFDT)

OFDT

3, avenue du Stade de France
93218 Saint-Denis La Plaine cedex
Tél. : 01 41 62 77 16
e-mail : ofdt@ofdt.fr

AMPTA

7, Square Stalingrad
13001 Marseille
Tél. : 04 91 56 08 40
e-mail : directeur@ampta.org